

Attentats de Bombay, implantations israéliennes et rôle de l'UE au Moyen-Orient: Tzipi Livni s'exprime devant les députés

Relations extérieures - 02-12-2008 - 15:05

Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, s'est adressée ce mardi devant la commission des affaires étrangères du PE. Faisant observer qu'avaient lieu le même jour les funérailles des Israéliens tués par des terroristes à Bombay, elle a dressé un parallèle entre ces terroristes et le Hamas, tout en défendant la position d'Israël sur les implantations en Cisjordanie et en soulignant la sincérité de son engagement au service de la paix au Proche-Orient.

S'il n'y a pas de lien direct entre les attaques terroristes perpétrées dans la capitale financière de l'Inde et le conflit à Gaza et en Cisjordanie, a indiqué Tzipi Livni, elles n'en sont pas moins le résultat d'une idéologie extrême qu'il nous faut comprendre et constitue un "défi que nous devons relever ensemble". Le Hamas représente une idéologie extrême qui "nous prive de nos droits, une idéologie qui ne reconnaît pas le droit international" et cela complique le processus de paix entre Israël et les Palestiniens. "L'objectif de la communauté internationale doit être de combattre ce genre d'extrémistes", a-t-elle souligné. La vision d'Israël est celle, a-t-elle poursuivi, d'un traité de paix qui puisse avoir une traduction dans la réalité.

Poursuivre dans la voie d'Annapolis est capital

Mme Livni a déclaré avec fermeté qu'il était essentiel pour obtenir la paix de poursuivre les négociations dont la décision fait partie de l'accord d'Annapolis, mais elle a mis en garde contre de trop nombreuses interventions extérieures: "L'impatience de la communauté internationale ne peut conduire qu'à l'échec, un échec que personne ne peut se permettre, qu'il s'agisse d'Israël, de la Palestine ou de la communauté internationale". Il faudra du temps, a-t-elle indiqué, et combler précipitamment les fossés séparant les partenaires ne peut que déboucher sur des violences.

Elle a dit son souci de voir s'améliorer la relation entre l'UE et Israël. Israël a tendance à être perçu par le public comme "un État prônant le statu quo avec la volonté de contrôler les Palestiniens". On peut espérer qu'une relation plus forte avec l'UE modifierait cette perception, a-t-elle estimé.

Les attentes de l'UE, les colonies de peuplement en Cisjordanie, la réalité palestinienne: les avis des députés

Jana Hybaskova (PPE-DE, CZ) a déclaré que l'UE avait le sentiment d'investir beaucoup dans le Proche-Orient, mais sans voir de "retour sur son investissement". Elle a demandé à Mme Livni si davantage de portes pourraient être ouvertes à l'UE, afin qu'elle puisse affirmer sa présence et son influence.

L'extension des colonies de peuplement en Cisjordanie se poursuit et cela affaiblit la position d'Israël dans l'UE, a indiqué Klaus Hänsch (PSE, DE). Selon lui, cette extension fera qu'il sera plus difficile de faire machine arrière dans le domaine des implantations.

Au nom des Verts, Daniel Cohn-Bendit (DE) a déclaré ne pas avoir l'impression qu'Israël prenait l'accord d'Annapolis au sérieux. Il a cité l'exemple d'un enfant palestinien qui doit passer par un *checkpoint* israélien pour se rendre à l'école: son trajet devrait prendre dix minutes, mais prend en fait une heure et demie. Telle est la "réalité sur le terrain".

Marco Cappato (ADLE, IT) a voulu savoir pourquoi l'adhésion à l'UE ne figurait pas à l'ordre du jour politique d'Israël alors, a-t-il dit, 76% de sa population a indiqué y être favorable. "Sans ancrage institutionnel dans l'UE, l'accord d'Annapolis est voué à l'échec", a-t-il plaidé.

"Etendre les colonies de peuplement, une politique du passé"

Mme Livni a affirmé que savoir que des enfants palestiniens rencontrent des problèmes pour aller à l'école ne lui procurait aucune satisfaction. "Je suis un être humain et ne souhaite pas qu'ils souffrent", a-t-elle dit, ajoutant: "Notre ambition n'est pas de contrôler les Palestiniens ou d'ignorer le droit international".

La ministre israélienne a affirmé que la politique des autorités ne vise plus l'extension des colonies de peuplement dans la Bande de Gaza. "Je peux vous assurer que nous n'allons pas créer de nouvelles implantations, nous n'allons pas réquisitionner des terres ni étendre les colonies existantes", a-t-elle déclaré, "ces politiques font partie du passé et ne représentent pas l'opinion de la majorité des Israéliens aujourd'hui".

Mme Livni a estimé qu'il serait destructeur pour Israël de suivre les directives européennes mais un soutien plus actif de l'UE au processus de paix serait le bienvenu et servirait les intérêts à la fois d'Israël et des Palestiniens. "Nous devons bien commencer quelque part", a-t-elle commenté en référence à propos de l'adhésion à l'UE, "améliorer nos relations avec l'UE est déjà un pas très important pour nous".

Le Parlement débattit du plan d'action pour la participation d'Israël dans les programmes européens en session plénière ce mercredi.